

DOMAINE NATIONAL DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
(1903-2010)

Pauline Louvrier

Première édition électronique

Musée d'Archéologie nationale – Domaine national de Saint-Germain-en-Laye

2016

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.

Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002) aux Archives nationales.

Sommaire

Conservation du Domaine.....	17
Entretien.....	17
Documentation sur le fonctionnement.....	17
Suivi comptable.....	17
Registres.....	17
Récapitulatif annuel des titres III et V.....	17
Dossiers annuels.....	17
Sites.....	18
Grilles et rampe de la Terrasse.....	18
Petit bassin et fontaines.....	18
Nettoyage des locaux.....	18
Rond-point demi-lune.....	19
Gros œuvre sur le bâti.....	19
La Terrasse.....	19
« Restauration de la Terrasse ».....	19
Dossier général.....	19
Albums.....	19
Balustrade et garde-corps.....	19
« Confortation du mur de la Petite Terrasse ».....	20
« Restauration de la Petite Terrasse et du Grand Rond-Point ».....	20
Mur de soutènement.....	20
Dossier général commun à toutes les tranches.....	20
Tranche expérimentale.....	20
Première tranche : de la Petite Terrasse au Rosarium.....	21
Lot 1.....	21
Lot 2.....	21
Lot 3.....	21
Deuxième tranche : de la Rotonde à la travée numéro 38.....	21
Lot 1.....	21
Lot 2.....	21
Lot 3.....	21
Lot 4.....	21
Troisième tranche : de la travée numéro 38 à la travée numéro 48.....	21
Lot 1.....	21
Lot 2.....	22
Quatrième tranche : Rond-point Royal.....	22
Dossier documentaire des ouvrages exécutés [DDOE].....	22
« Mur des Terrasses de la Porte du Belloy à la cote 680 environ ».....	22
Mur de clôture.....	22
Lot 1.....	22
Lot 2.....	22
Mise en sécurité des carrières.....	22
Dossier général.....	22
Études.....	23
Lancement et suivi du chantier.....	23
Grilles.....	23
Grilles Place du Château et côté rue de Pontoise.....	23
Grilles des Loges.....	23

Grilles du Boulingrin, du Rond-Royal, du Belloy, des Portes Dauphine et des escaliers Louis XIV et Henri IV.....	23
Création d'un portillon dans la clôture du pavillon du Boulingrin.....	23
Grilles Médicis, des Loges et du Château.....	23
Lot 1.....	24
Lot 2.....	24
Restauration des façades rue de Pontoise.....	24
Les serres.....	24
Logements de fonction.....	24
Réseau d'arrosage.....	24
Avenue des Loges.....	24
Pavillon de la Muette.....	24
Sanitaires publics.....	24
Les bassins.....	25
Restitution des bassins et restauration des parterres.....	25
Développement du projet.....	25
Relations avec la RATP.....	25
Installation d'une sculpture réalisée par Anne et Patrick Poirier.....	25
Projet de mécénat.....	25
« Équipement hydraulique et électrique du bassin ouest ».....	25
Service jardins.....	25
Base de vie.....	25
Réhabilitation du jardin fleuriste.....	26
Locaux provisoires.....	26
Autres travaux.....	26
Concessions.....	26
Parking rue Thiers.....	26
Aires de jeux.....	26
Les abords.....	26
Gare de Saint-Germain-en-Laye.....	26
Construction du complexe RER.....	26
Parking RER et gare routière.....	27
Aménagement du plateau des colonies.....	27
Parkings.....	27
« Parking de Saint-Germain ».....	27
« Parking Vinci ».....	27
« Parking des Loges ».....	27
Autoroute A14.....	27
Dossier général.....	27
Comité de suivi.....	27
Lancement et suivi du projet.....	27
Plans.....	27
Aménagement paysager et architectural de la Terrasse, de la Porte de Chambourcy et de la Maison de Fer.....	28
Aménagement de la Forêt de Saint-Germain.....	28
Carrière de Pinton.....	28
Commune de Mesnil-le-Roi.....	28
Centrale téléphonique.....	28
Bâtiment archives RATP.....	28
Lot 1.....	28
Lot 2.....	28

Lot 3.....	28
La rampe des grottes et les restes du Château-Neuf.....	28
Aménagement de la Place Detaille.....	29
Travaux dans les jardins.....	29
La Terrasse.....	29
« Dégagement et mise en valeur des abords de la Terrasse » : travaux paysagers.....	29
Élagage et débroussaillage.....	29
Études.....	29
« Replantation de l’alignement d’arbres de la Grande Terrasse ».....	29
Aménagement de surface.....	29
Jardin de la Dauphine.....	30
Jardin anglais.....	30
Études.....	30
Chantier-école.....	30
Réfections des réseaux et des allées.....	30
Restauration de l’Allée noire.....	31
Allée Louis XIV.....	31
Travaux de restauration.....	31
Entretien des arbres.....	31
Allée François Ier et travaux d’abattage.....	31
Allée biaisée.....	31
Autres allées.....	31
« Reprise d’allées, réfection du jardin de la Conservation et de fourniture de chamotte »	
.....	31
Les plantations.....	31
Régénération des arbres.....	32
Opérations d’élague et d’abattage.....	32
Taille et alignements.....	32
Mobilier et matériel de jardin.....	32
Bancs.....	32
Outils anciens.....	32
Table d’orientation.....	32
Études.....	32
Réseaux.....	32
« Étude prospective » du Domaine par Louis Blanchet.....	33
Problèmes d’urbanisme aux abords du Domaine.....	33
Protection de la Grande Terrasse.....	33
« Domaine de Saint-Germain-en-Laye. T. I Texte » (GRAHAL).....	33
« Étude historique et analytique générale » du Domaine par Bernard Voinchet.....	33
Recherche d’un système de drainage sur les Terrasses.....	33
« La Petite et la Grande Terrasses, les Quinconces, les allées François Ier et Henri IV »	
(GRAHAL).....	33
Concessions.....	33
Analyse des structures optiques de la Grande Terrasse.....	33
Découverte archéologique sous la Grande Terrasse.....	33
Études pour l’entretien.....	33
Traces d’amiante et de plomb.....	34
« Restauration générale du parc ».....	34
Tempête de 1999.....	34
« Comité après tempête ».....	34
Mur de soutènement de la Terrasse.....	34

Interventions dans les jardins.....	34
Lot 1.....	34
Lot 2.....	34
Suivi général des travaux.....	34
Eclairage public.....	35
Centre d'animation.....	35
Gestion immobilière.....	35
Etat des propriétés.....	35
« Dégagement et mise en valeur de la Terrasse » : acquisition des parcelles.....	35
Dossier de présentation.....	35
Documents figurés.....	35
Minutier chronologique.....	35
Parcelles sur le territoire du Pecq.....	35
Dossier général.....	35
Acquisitions.....	35
Lot 1.....	36
Lot 2.....	36
Lot 3.....	36
Parcelles sur le territoire de Mesnil-le-Roi.....	36
Dossier général.....	36
Acquisitions.....	36
Lot 1.....	36
Lot 2.....	36
Lot 3.....	36
Concessions.....	36
Fonctionnement.....	36
Concessions d'utilité publique : occupation.....	36
Concessions commerciales.....	36
Concessions dans la forêt domaniale de Saint-Germain.....	37

Référence

2016002/1-2016002/150

Niveau de description

groupe de cotes

Intitulé

Domaine national de Saint-Germain-en-Laye

Dates extrêmes

1903-2010

Noms des principaux producteurs

Architecte en chef des monuments historiques et Architecte des bâtiments de France
Administrateur-conservateur du Domaine national

Importance matérielle

15,2 mètres linéaires

Langue des documents

français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Musée d'archéologie nationale – Domaine national de Saint-Germain-en-Laye

Localisation physique

Service des Ressources documentaires, centre des archives

Conditions d'accès

Le fonds du Domaine est constitué d'archives publiques librement communicables, à l'exception des articles 2016002/14, 15, 19, 20, 23, 43, 44, 45, 53, 56, 59, 60, 64, 90, 92, 114, 133 (communicables à 50 ans à la date du document).

Conditions d'utilisation

Selon le règlement de la salle de lecture du MAN

Existence de copies

Service Suivi des travaux

Localisation des originaux

Service des Ressources documentaires, centre des archives

Modalités d'entrée

Collecte auprès du producteur

Historique du producteur

Soumis au statut des « bâtiments civils et palais nationaux » à la fin du XIXe siècle, puis, à celui des « monuments historiques » en 1962, l'ancien Domaine royal de Saint-Germain-en-Laye est aujourd'hui Domaine national, domaine public et propriété de l'État, affecté au ministère en charge de la Culture. Jusqu'en 2009, date de sa fusion avec le musée d'Archéologie nationale, il est dirigé par un corps d'agents spécialisés dans la conservation du patrimoine architectural et paysager. Le fonds du Domaine national de Saint-Germain-en-Laye résulte de l'activité conjointe de l'agence d'architecture des bâtiments de France et de l'administrateur du Domaine. Cette équipe de conservateurs du patrimoine a pour mission d'assurer la conservation et la mise en valeur de ce Domaine national par l'exécution de travaux d'entretien, d'aménagement, de restauration, d'une part, et par la gestion du personnel des services de surveillance et du jardin d'autre part.

Architectes de l'État : les architectes en chef des monuments historiques (ACMH)

La loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments historiques Comprend des dispositions instituant le corps des architectes en chef des monuments historiques (ACMH) instauré par le décret du 26 janvier 1892 et dont les statuts sont fixé en 1907. Recruté par un concours d'État, l'ACMH est nommé dans une circonscription par le ministre en charge de la Culture. Il formule toute proposition et avis pour la protection, la bonne conservation, la mise en valeur et la réutilisation des immeubles protégés. Il assiste la conservation régionale des

monuments historiques pour la programmation annuelle des travaux. Il définit à la demande du conservateur régional les propositions d'études préalables aux travaux de restauration des monuments historiques classés. Il est chargé, en tant que maître d'œuvre, de diriger les travaux.

Pendant longtemps la conservation du Domaine est distincte de celle du château de Saint-Germain-en-Laye, et relève de l'attribution d'un architecte ou d'un ingénieur nommé par l'administration centrale. Nous sommes parvenus à reconstituer la liste des architectes successifs depuis le règne de Louis-Philippe, sous réserve de nouvelles recherches. Alexandre Prosper Loaisel de Tréogate, « ingénieur des parterres », est connu pour avoir aménagé les jardins suite à la construction de la gare de Saint-Germain en 1847. Vers 1849-1852/1854, Jules Alexandre Cailloux, « architecte des parterres et terrasse », est chargé de la surveillance, de la conservation de la terrasse et du parterre, avant l'arrivée d'un certain Monsieur Dufroyer. À partir de 1879, la fonction conservation du Domaine et celle du château fusionnent. Joseph-Auguste Lafollye (1828-1891), déjà en charge du Domaine, poursuit les travaux de restauration du château entrepris par Eugène Louis Millet (1819-1879) depuis 1855. Pierre-Gérôme-Honoré Daumet (1826-1911) assure la conservation de 1889 à 1911. Louis Jean Hulot (1871-1959), architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, est ensuite responsable de l'entretien de 1912 à 1939. Son successeur, Jean-Baptiste Hourlier (1897-1987) de 1939 à 1966, est le premier à être appelé « architecte en chef du Domaine de Saint-Germain-en-Laye ». Aujourd'hui, et sous réserve de la découverte de nouveaux documents, il est l'auteur des archives les plus anciennes du fonds. Lui succèdent les architectes en chef des monuments historiques (ACMH) à l'origine de la majorité de la production documentaire du fonds : Louis Blanchet (1927-) de 1966 à 1992, et Bernard Voinchet (1944-) de 1992 à 2001. Le 14 novembre 2001 Jacques Moulin est nommé ACMH pour le « parc du domaine de Saint-Germain-en-Laye ». Cependant le SNT demeure en relation avec Bernard Voinchet jusqu'en 2008 pour l'achèvement des travaux déjà engagés afin d'assurer leur continuité. Entre 2008 et 2010, l'architecte urbaniste de l'État Anne Staub reprend les fonctions. Depuis 2010, Régis Martin est le nouvel ACMH commun au château et au Domaine.

Architectes de l'État : les architectes des bâtiments de France (ABF)

Recruté par un concours d'État, l'ABF travaille au sein des services départementaux d'architecture en tant que fonctionnaire d'État. La fonction est attachée à un département, et placée sous l'autorité du préfet. En liaison avec l'ACMH, l'ABF est chargé de :

- faire appliquer les législations sur l'architecture, l'urbanisme, les sites, les monuments historiques et leurs abords ;
- diriger les travaux d'entretien et de réparations ordinaires des monuments protégés, des palais nationaux et des bâtiments affectés au ministère de la Culture ;
- participer aux grosses réparations en collaboration avec l'ACMH.

Les travaux d'entretien. L'ABF visite chaque monument protégé dans sa circonscription au moins une fois l'an. Il prend note des travaux d'entretien à effectuer, il en informe le conservateur régional des monuments historiques à la Direction régionale des affaires culturelles et l'ACMH au moyen d'une fiche navette de manière à faciliter l'évaluation des crédits. Il tient à jour des fiches par monuments et adresse un rapport annuel au Conservateur régional des monuments historiques, que l'on appelle « carnet d'entretien ».

Les grosses réparations. Il est par définition, difficile de cerner les interventions de chacun dans un domaine qui exige la coopération constante du maître l'ouvrage (SNT), du maître d'œuvre (ACMH) et des architectes chargés principalement de l'entretien. Toutefois, et dans

le mesure où le travaux d'entretien doivent selon les cas, prévenir ou conforter les travaux de grosses réparations, il importe que l'ABF :

- participe aux réunions annuelles d'établissement des programmes de gros travaux ;
- soit informé du contenu de ces programmes ;
- soit informé des déplacements de l'ACMH et participe le cas échéant à ceux-ci ;
- participe à la surveillance des chantiers, dont les ACMH sont maîtres d'œuvre et partant responsable.

Ernest Lebigre (1908-?) à partir de 1942, Thierry Mariage (1950-) de 2001 à 200 sont les deux principaux ABF que le Domaine a connu.

Jusque dans les années 1980-1990, l'ACMH, et/ou l'ABF, est gestionnaire du Domaine : il dirige les services de surveillance et des jardins, et s'occupe des propriétés immobilières. Lorsque le premier administrateur est nommé, une répartition des fonctions s'opère : les architectes n'ont plus qu'à leur charge la fonction de conservation par l'exécution des travaux.

Le rôle de l'administrateur-conservateur

Claude Veyssière-Pomot est désigné administrateur du Domaine national de Saint-Germain-en-Laye au début des années 1990. Actuellement, nous ne sommes pas en mesure de fournir la date exacte de sa prise de fonction. Le titre d'administrateur de monument est attribué pour la première fois en 1978 pour la direction du château de Maisons-Laffitte. Fonctionnaire de l'État ou agent du CMN, l'administrateur est placé sous l'autorité conjointe du directeur du CMN et du directeur régional des affaires culturelles. Il n'a aucune responsabilité en matière de conservation. Néanmoins, le titre à donner au titulaire de cette fonction a fait l'objet d'hésitations, celui de conservateur apparaissant plus valorisant, mais étant réservé, en principe à l'ABF. On a ainsi parlé d' « administrateur-conservateur ». L'administrateur est l'un des intervenants pour la gestion globale du monument, mais il est

l'intervenant unique pour l'accueil du public et les fonctions qui en découlent directement. Il est associé à la définition et à la mise en œuvre des actions dans les domaines suivants :

- l'élaboration des projets culturels concernant le monument dont il a la charge ;
- l'opération d'action culturelle (expositions, spectacles vivants, actions éducatives) ;
- l'équipement d'accueil ;
- la communication (promotion générale du monument, achat d'espaces, soutien des actions culturelles, documents d'appel et de visite) ;
- l'accueil de manifestations et événements en délivrant les autorisations d'occupation temporaire ;
- la politique commerciale pour mieux valoriser le monument, et les produits élaborés dans ce cadre.

L'administrateur assume la responsabilité du bon déroulement de toutes ces actions, en liaison avec les directions techniques du siège. Il certifie que le service est fait. Pour accomplir l'ensemble de ces missions, l'administrateur a autorité sur l'ensemble du personnel affecté dans le monument, et il dispose de crédits déconcentrés en matière de travaux d'accueil et de fonctionnement courant, d'une enveloppe en matière d'animation et de promotion. Il collabore également avec l'ABF et l'ACMH dans les procédures des travaux d'entretien et de restaurations :

- il programme des travaux de conservation ;
- il alerte les autorités de tutelle, l'ACMH et l'ABF sur les travaux à entreprendre.

La tutelle à l'échelle de l'administration centrale

La chute du Second Empire provoque la liquidation de la liste civile impériale régissant les biens de la Couronne auxquels appartenait le Domaine royal de Saint-Germain-en-Laye. La

forêt domaniale est confiée à l'administration des Eaux et forêts, aujourd'hui gérée par l'ONF, alors que la partie jardins intègre le régime des « bâtiments civils et palais nationaux » (BCPN) dépendant du ministère des Travaux publics, puis définitivement de la direction des Beaux-arts du ministère de l'Instruction publique à partir de 1895. Les BCPN correspondent aux palais et résidence royales, au même titre que Versailles. Ce service constructeur et gestionnaire se compose d'architectes diocésains, qui deviennent progressivement les architectes en chef des bâtiments civils et palais nationaux, puis architectes en chef des monuments historiques (ACMH).

La direction de l'architecture (DA) voit le jour en 1945 au sein du ministère de l'Éducation nationale. Elle est en charge des monuments historiques, des sites, mais aussi des bâtiments civils et palais nationaux. Elle assure notamment leur protection, leur conservation, leur restauration, l'application de la législation et le contrôle des travaux d'architecture. La DA devient l'une des quatre directions du nouveau ministère des Affaires culturelles en 1959. La gestion du Domaine est rattachée à la sous-direction des bâtiments civils (SDBC) chargée de l'entretien et de la réparation des BCPN, puis, à partir de 1964, de la maîtrise d'ouvrage, des marchés et dépenses, et de la réglementation de la profession d'architecte. Par arrêté ministériel du 29 juin 1962, l'ensemble du Domaine national de Saint-Germain-en-Laye est classé Monument historique, et dépend alors de la sous-direction des Monuments historiques et des sites (SDMHS). En 1968, la DA est réorganisée en quatre entités principales : le Domaine est alors placé sous la tutelle de la sous-direction des Monuments historiques et des palais nationaux (SDMHPN).

Le remaniement ministériel de 1978 séparant la Culture de l'Environnement, laisse au ministère chargé de la Culture (secrétariat d'État de 74 à 77), la responsabilité de la conservation, de l'entretien et de l'utilisation des monuments historiques au sein de la nouvelle direction du patrimoine (DP). Le Domaine dépend toujours de la SDMHPN, mais pour la maîtrise d'ouvrage des travaux d'architecture, il doit s'adresser à la sous-direction des Affaires générales et constructions publiques (SDAGGP), qui, en 1990, est remplacée par le Service national des travaux (SNT). Il met en œuvre la politique du ministère en matière de travaux. L'architecture, jusqu'alors attachée au ministère de l'Environnement, retourne au ministère de la Culture en 1996. Les missions de la sous-direction des Monuments historiques (SDMH) sont redéfinies : elle assure la conservation du patrimoine immobilier et mobilier. Elle a à sa charge les travaux de restauration et participe à l'entretien des édifices protégés. Les travaux sont confiés par ses soins aux architectes en chef des monuments historiques (ACMH) et architectes des bâtiments de France (ABF). La sous-direction est composée de deux départements, dont celui des monuments et jardins duquel dépend le Domaine. En relation avec le ministère de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, ce département est chargé de définir les politiques du ministère de la Culture en faveur des parcs et jardins. Il coordonne l'ensemble des actions sur ce thème et lance des actions de connaissance, d'inventaire, de protection, de restauration, de conservation et de gestion, de formation de personnel et enfin de sensibilisation du public. Le décret du 21 septembre 1998 entérine la fusion de la DP avec la DA pour former la direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) qui poursuit l'ensemble des missions et activités citées ci-dessus.

La tutelle à l'échelon déconcentré de l'État

Par circulaire ministérielle de 1963, André Malraux dote chaque région d'un comité régional des affaires culturelles (CRAC) dont le rôle est la coordination au niveau local de la politique nationale. Il comprend un responsable de chaque champ d'action du ministère de la Culture dont l'architecture. Depuis 1977, le ministère de la Culture est présent dans chaque région grâce aux directions régionales des affaires culturelles (DRAC), service déconcentré de l'État placé auprès du préfet de région et chargé de mener les politiques culturelles de l'État en région et département. Le principal interlocuteur administratif pour le Domaine est le service

de la conservation régionale des monuments historiques (CRMH) au sein de la DRAC Île-de-France. Elle est chargée de l'application de la réglementation relative à la protection du patrimoine, et assure la coordination et le suivi de l'état de conservation des monuments, et de la conduite et du contrôle des travaux de restauration en liaison avec les ACMH. Le conservateur régional des monuments historiques d'Île-de-France le plus rencontré dans le fonds est Marc Canaut.

Le Centre des monuments nationaux (CMN)

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites est créée en 1914 pour mobiliser dons et legs en vue de la conservation et de l'acquisition par l'État des immeubles et meubles classés. Rebaptisé Centre des monuments nationaux, cet établissement public rattaché au ministère de la Culture, est devenu un véritable opérateur culturel de premier plan. En effet, il est chargé de l'exploitation, l'entretien et la conservation d'un réseau d'une centaine de monuments historiques, propriétés de l'État et ouverts au public. À l'origine, son rôle est essentiellement comptable : il mutualise les fruits perçus de différentes façons par l'exploitation des monuments historiques les plus rentables, et utilise ces ressources pour améliorer l'exploitation des autres monuments. C'est ainsi que le CMN gère les concessions commerciales du Domaine de Saint-Germain-en-Laye.

FONCTIONS ET ACTIVITES

Conservation d'un Domaine national

Nomenclature budgétaire. La nomenclature budgétaire des travaux de restauration est exprimée en titres (annualité), chapitres (spécialité) et articles (unité). Elle se présente sous la forme de chapitres budgétaires. Parmi les titres du budget de l'État nous retrouvons :

- le Titre III pour les dépenses de fonctionnement des services correspondent aux dépenses courantes de l'État (personnels, fonctionnement, entretien). Dans le cadre du Domaine, il s'agit essentiellement de dépenses pour les travaux d'entretien ou d'intervention ponctuelles auxquels peuvent s'ajouter de travaux d'aménagement ou d'accueil. Les crédits ouverts sur ce titre doivent être consommés dans l'année, c'est la stricte application de l'annualité budgétaire.
- le Titre V correspond aux dépenses d'investissement de l'État, c'est-à-dire aux travaux de gros œuvres. Ces dépenses concernent les opérations impossibles à mener en une année.

Il existe un cadre particulier du budget des monuments historiques appartenant à l'État, pour lesquelles la nomenclature budgétaire s'exprime essentiellement dans les quelques chapitres suivants :

- chapitre 31-90 : vacances ;
- chapitre 34-97 : fonctionnement ;
- chapitre 35-20 : travaux d'entretien ;
- chapitre 56-20 : travaux de grosses réparations.

Procédure pour les gros travaux. Il s'agit de travaux de conservation ou de restauration nécessités par l'état des monuments les plus gravement atteints. Ces travaux sont financés sur le chapitre 56-20 article 50. Ils sont menés sous la maîtrise d'ouvrage des DRAC ou du SNT. Le maître d'œuvre est l'ACMH territorialement compétent, c'est-à-dire qu'il établit le projet et en contrôle l'exécution. Il travaille en plusieurs étapes :

L'étude préalable (EP) dont l'objectif est d'avoir une connaissance précise des travaux à conduire, et de leur éventuel phasage. Elle fait l'historique du bâtiment et propose des restaurations. Elle a valeur de permis de construire.

Le projet architectural et technique (PAT) fait partie du dossier d'appel d'offres (ou dossier de consultation des entreprises) et complète l'étude préalable. Il sert à la mise en concurrence des entreprises. Il comprend :

- le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) ;
- un avant-métré : énumération des unités d'œuvre entrant dans une construction et indication de la quantité nécessaire à chacune d'elles ;
- des documents graphiques : plans, élévations, coupes, tirages photographiques, photomontages, relevés topographiques, plans cadastraux, etc.

Un PAT est l'équivalent d'un avant-projet détaillé ou définitif (APD) qui comporte des plans détaillés des parties concernées, la définition des moyens et techniques employés, l'estimation définitive des travaux.

Le marché public se compose de plusieurs pièces :

- l'appel d'offre est la procédure de mise en concurrence et d'attribution de marché comporte le dossier de consultation des entreprises (DCE), le rapport d'analyse des offres et le procès-verbal de la commission d'ouverture des plis ;
- l'acte d'engagement : document dans lequel l'entreprise, candidate à un marché public, présente son offre et adhère aux clauses définies par l'acheteur. Cet acte est signé par les deux parties ;
- bordereau de prix : pièce écrite énumérant de façon détaillée les prix des différents articles ;
- devis descriptif : description technique de l'ensemble de l'ouvrage et des modes d'exécution, les contraintes techniques et les matériaux utilisés ;
- devis estimatif : montant estimé des travaux ;
- devis quantitatif : liste des éléments d'ouvrages (fournitures) ;
- cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : pièce contractuelle rappelant les règles administratives et les pénalités encourues en cas de non-respect du contrat ;
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : pièce contractuelle détaillant les fournitures et de leur mise en œuvre ;
- avant-métré ;
- documents graphiques.

Le suivi des travaux :

- l'ordre de service : document enjoignant une entreprise à réaliser les travaux pour lesquels l'accord a été passé ;
- situation de travaux : pièce établie périodiquement par le maître d'œuvre, indiquant les quantités d'ouvrages (matériaux) et les prix correspondant ;
- comptes rendus de réunion de chantier ;
- attachement : document écrit ou graphique réalisé au cours des travaux ou dès la fin servant à l'établissement de mémoires, et permettant la vérification des travaux ;
- mémoire : état détaillé des travaux exécutés et des sommes dues, dressé par l'entrepreneur ou le maître d'œuvre, à la fin de travaux en vue du règlement ;
- garantie décennale : garantie due par les constructeurs au maître d'ouvrage pendant dix ans à compter de la réception des ouvrages.

La création du dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE ou DDOE) ou rapport de restauration.

L'initiative du lancement d'une procédure appartient soit à l'administrateur du Domaine, soit aux services dépendant de la direction du patrimoine. Au cours des visites pluriannuelles faites par l'ABF, l'ACMH ou le CRMH, l'administrateur constate avec l'aide de ce dernier les désordres. Si ceux-ci sont de faible importance, il voit avec l'ABF comment les réduire,

éventuellement sur des crédits d'entretien. S'ils sont importants, l'ABF saisit, en liaison avec l'administrateur, le CRMH du problème. Celui-ci, accompagné de l'ABF et de l'ACMH, prend la mesure des travaux à mener. Le CRMH, après consultation de l'administrateur sur une éventuelle priorité, commande à l'ACMH une étude préalable. La durée de l'étude préalable est de six mois. À la réception de l'étude, le CRMH demande obligatoirement l'avis de l'inspection des monuments historiques et de l'inspection générale des monuments historiques territorialement compétentes. Cet avis est réputé favorablement dans un délai de deux mois, avant de passer à la phase suivante de mise au point du projet de restauration par la commande d'un PAT. Le délai est de sept mois au minimum après la réception de la commande par l'ACMH du PAT. On peut considérer qu'à partir du moment où la commande d'étude préalable a été passée à l'ACMH, un délai moyen de deux ans est inévitable avant le commencement des travaux, compte-tenu des contraintes d'avis, de marchés, de gestion comptable, etc. Le CRMH engage les crédits et parallèlement, passe commande du PAT, prépare les marchés et les appels d'offre, passe les marchés. L'ACMH signe alors les ordres de services aux entreprises et suit le déroulement des travaux. Il importe que le règlement du chantier soit élaboré en concertation entre l'ACMH et l'administrateur. Chaque réunion de chantier doit se faire en présence de l'administrateur. La réception des travaux est réalisée par l'ACMH, l'administrateur et le CRMH.

Procédure pour les travaux d'entretien. L'entretien correspond à l'action préventive ou curative, qui, avec des moyens réduits, empêche l'apparition d'un désordre, le supprime ou en arrête l'extension. L'administrateur a le devoir de veiller au bon état du monument. Cette action préventive consiste essentiellement en balayage, nettoyage des créneaux et fossés, émouillage, dégorgement, etc. Elle est l'entière responsabilité de l'administrateur. L'ABF doit au cours de ses visites d'inspection pluriannuelles, le lui rappeler. L'action curative, quant à elle, appartient à l'ABF en concertation avec l'ACMH et l'administrateur. L'ABF est obligatoirement le maître d'œuvre de ces travaux. Il dispose d'un crédit annuel dont il assume la programmation. L'ordre de service des travaux d'entretien est établi suivant un modèle défini. Une copie est adressée au conservateur régional ainsi qu'à l'ACMH. L'ABF signe le permis de feu autorisant l'entreprise à entreprendre des travaux.

Procédure pour les travaux neufs. Dans certains cas, des travaux d'investissement doivent être menés afin d'aménager dans le monument un accueil, des locaux professionnels, voire des bureaux ou des logements. Lorsque ces travaux ne modifient pas les parties sensibles du monument, le régime des travaux sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ne s'applique plus. Il faut alors appliquer les textes sur l'ingénierie. Le maître d'ouvrage, conservateur régional attaché à la DRAC, SNT ou CMN, peut, pour assurer la maîtrise d'œuvre de l'opération, faire appel soit à un architecte libéral, soit à l'ACMH, soit à l'ABF. Dans la plupart des cas l'initiative appartient à l'administrateur qui doit faire connaître, au travers de son rapport d'activité annuel, ses besoins en matière de travaux d'amélioration : de l'accueil du public, des conditions de travail de ses agents, des logements de service. Un programme détaillé de l'opération doit alors être effectué en liaison avec le utilisateurs du monument, l'ABF, l'ACMH, le conservateur régional et le CMN afin de vérifier la nécessité et la faisabilité du projet au regard des exigences des biens et du publics, et du respect du monument.

La protection des abords. Selon la loi de 1943, sont protégés les abords des monuments, donc tout immeuble placé dans un périmètre de 500 mètres. Toute destruction construction, restauration doit obtenir l'accord préalable de l'ABF ou de l'ACMH.

L'accueil et la surveillance d'un Domaine national

La direction du patrimoine fait appel à un corps d'agents spécifiques pour la gestion des monuments historiques. Ces agents interviennent essentiellement en qualité de gardiens ou de jardiniers et sont placés sous la responsabilité de l'administrateur du Domaine :

- les agents de surveillance et de magasinage appartiennent au corps des techniciens des services culturels et des bâtiments de France, et se composent des agents techniques de surveillance et de magasinage, des agents chefs de surveillance et de magasinage et des techniciens des services culturels ;
- les jardiniers appartiennent au corps des techniciens d'art et se composent de maîtres-ouvriers, d'ouvriers professionnels, de techniciens d'art et de chefs de travaux d'art ;
- les aides-jardiniers appartenant au corps des ouvriers professionnels ;
- les agents de service appartenant au corps des agents techniques.

Les agents d'un Domaine national sont gérés au niveau des DRAC (notation, propositions d'avancement), de la direction du patrimoine et de la direction de l'administration générale.

Historique de la conservation

Le fonds du Domaine est issu de l'activité de l'agence et de l'administrateur. Les deux entités forment le bureau de la conservation, installé dans les dépendances du Domaine au n°37 de la rue de Pontoise à Saint-Germain-en-Laye. Les archives sont alors entreposées dans les sous-sols et dans le bureau de l'ACMH au premier étage. La fusion du Domaine avec le musée en 2009 et les restructurations qui en découlent conduisent à la fermeture du bureau de la conservation. Une partie des archives est dispersée en fonction des besoins, et conservée dans les bureaux de l'administration du musée d'Archéologie nationale - Domaine national de Saint-Germain-en-Laye, notamment l'ensemble des documents renseignant les travaux de restauration du château effectués par les architectes du Domaine. La création d'une entité archives en 2015, placée sous la responsabilité d'un conservateur du patrimoine archives, permet un premier traitement du fonds du Domaine. Les archives sont rassemblées, collectées et déménagées dans la salle de tri se trouvant au château, où le travail de récolement, puis de classement et de conditionnement ont été réalisés. Aujourd'hui, le fonds est conservé dans les locaux du service des Ressources documentaires.

Evaluation, tris et éliminations

Le Musée d'archéologie nationale - Domaine national de Saint-Germain-en-Laye est engagé jusqu'en 2020-2022 dans un programme de restauration du château et du Domaine. Ce contexte exceptionnel et la nécessité d'une information rapide et à proximité, imposent la conservation de l'ensemble des archives, et ce malgré le dépassement des durées de conservation prescrites par la loi. Ainsi les dossiers de consultation des entreprises et les pièces de marchés publics engagées pour le gros œuvre sont conservés. Ont été éliminés :

- les pièces de marchés vierges, les pièces de marchés non retenues ;
- les documents comptables : les devis non retenus ;
- les brouillons de relevés de mesures car pris en compte dans le PAT ;
- les bordereaux d'envoi, de réceptions de fax et correspondance de type « Veuillez trouver-ci-joint... » ;
- la documentation envoyée pour information n'apportant aucun éclairage sur le contexte de production des documents et le contexte des affaires engagées, typiquement les photocopies des publications du *Journal officiel* ou les circulaires du Ministère de la Culture ;
- les doubles : correspondance, pièces de marchés signées et envoyées en trois ou cinq exemplaires, documents comptables envoyés en trois exemplaires, ordres de services, comptes-rendus.

Les articles concernant l'entretien ont posés plus de difficultés. Selon la réglementation l'ensemble des pièces comptables (factures et devis) et les bordereaux d'envoi sont éliminables 10 ans après leur date. On ne conserve que les registres, le décompte général ou toute pièces récapitulatives. Or, les archives les plus anciennes ne possèdent aucun document résumant l'activité d'entretien. C'est pourquoi, la préoccupation de garder une trace de cette activité nous a contraint à conserver plusieurs documents comptables traditionnellement éliminés.

Mode de classement

Compte tenu du phasage complexe du projet à la réception des travaux, mais également pour des raisons de conservation, le classement archivistique de chaque affaire se décline en plusieurs lots lorsque cela s'avère nécessaire

Accroissement

Fonds clos

Présentation du contenu

L'actuel instrument de recherche décrit l'ensemble des archives relevant du cœur de métier du double producteur, les architectes de l'État et l'administrateur. Trois fonctions ont été identifiées :

- la conservation du Domaine est assurée principalement par les architectes de l'État, et coordonnée par l'administrateur, sous la tutelle du CRMH et en collaboration avec le SNT. La conservation comprend l'ensemble des travaux d'entretien dirigés par l'ABF et les gros ouvrages de restauration dirigés par l'ACMH.
- l'accueil et la surveillance du Domaine est une fonction attribuée exclusivement à l'administrateur.
- la gestion immobilière des propriétés, parcelles et concessions est assurée par l'administrateur sous la tutelle du CMN.

Ces trois fonctions sont reproduites dans le plan général de l'instrument de recherche.

La série « Conservation du Domaine » se décline en deux sous-séries : l'entretien et le gros œuvre. La sous-série « Entretien » respecte le double classement originel conçu par le producteur :

- un classement chronologique annuel : seules les pièces récapitulatives par année ont été conservées. Les documents comptables (factures et devis) ayant dépassée leur durée légale de conservation de 10 ans, ainsi que les bordereaux d'envoi et de réception ont été éliminés.
- un classement topographique en fonction des sites pour des actions d'entretien récurrentes.

Ont été conservés :

- la correspondance comportant des informations de premier ordre permettant d'éclairer le fonctionnement des travaux d'entretien et d'expliquer les motivations à enclencher les procédures de travaux ;
- la correspondance sur les dotations budgétaires annuelles ;
- les pièces de marchés ;
- certains documents comptables lorsque aucune pièce récapitulative n'existe afin de garder trace des modes de fonctionnement de l'entretien sur toute la chronologique.

La sous-série « Gros œuvre » suit la logique d'un classement topographique et rassemble toutes les typologiques de documents propre au métier d'architecte : études préalables, PAT, pièces de marché, DDOE, documents graphiques et attachements figurés.

Gestion immobilière du domaine :

- contrats et baux d'occupation ;
- le suivi de l'achat des parcelles sous la Terrasse.

Sources complémentaires

Archives nationales

Archives des musées nationaux, 20144782/1 à 53.

Archives du Service national des travaux, Saint-Germain-en-Laye – Domaine national, 20100360/181-193.

Autres instruments de recherche

Musée d'archéologie nationale

Travaux et suivi des travaux du Château de Saint-Germain-en-Laye, 2016006).

Bibliographie

BOULET, François, *Saint-Germain-en-Laye : des antiquités nationales à une ville internationale*, Leçon d'histoire de France, 2006.

LACAZE, Julien, « Projet de loi patrimoine : des domaines nationaux bientôt protégés ? », *La Tribune de l'Art*, 17 mars 2014.

PERROT, Alain-Charles, *Les architectes en chef des monuments historiques, 1893-1993 – Centenaire du concours des A.C.M.H*, 1994.

Les publications des « Amis du Vieux Saint-Germain ».

2016002/1-2016002/134

Conservation du Domaine

1940-2010

2016002/1-2016002/22

Entretien

1961-2010

Ces documents sont à rapprocher des dossiers liés aux gros œuvres et aux études.

2016002/1

Documentation sur le fonctionnement

1977

Correspondance.

2016002/2-2016002/3

Suivi comptable

1978-2006

2016002/2

Registres

1978-1990

Livres-comptables 1978-1982 et 1982-1990, pièces comptables, correspondance.

2016002/3

Récapitulatif annuel des titres III et V

1992-2010

Tableaux comptables.

Comprend dossier « bilan des dépenses de nettoyage sous la Terrasse de 1995 à 1999 ».

2016002/4-2016002/18

Dossiers annuels

1961-2010

Affaires systématiques annuellement : vérification des équipements gaz/électricité/chaufferie, entretien annuel des chéneaux et couverture des bâtiments, mise en eau et hivernage des bassins, vérification des grilles d'accès du Domaine et des serrures, intervention dans les jardins.

Classement chronologique.

Correspondance, documents comptables, DCE, pièces de marchés, lettres de commande, ordres de service, tableaux récapitulatifs, cahiers des charges, comptes rendus, programmes.

2016002/4

1961-1969

Comprend dossiers « Sinistre du pavillon du Boulingrin » (1966) et « Grille du Boulingrin » (1967).

2016002/5

1970-1979

Comprend dossier « Plaque commémorative pour le Comte Frontenac » (1973).

2016002/6

1980-1989

2016002/7

1992-1995

2016002/8

1996

2016002/9

1997-1999

2016002/10

2000-2002

Comprend dossier « Grilles du château » (2002).

2016002/11

2003

2016002/12

2004

Comprend dossier « amélioration des serres ».

2016002/13

2005

Comprend dossier « chauffage dans les serres ».

2016002/14

2006

Comprend dossiers « grille Édouard Detaille », « gardes-corps de la Grande Terrasse », « logements de fonction », « relevé des bâtiments », « diagnostic agro-pédologique », « fertilisation par extraction », « serres et jardin fleuriste ».

Les pièces concernant les logements de fonctions et le relevé des bâtiments sont non communicables pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

Voir aussi « Etat des propriétés » 2016002/135.

2016002/15

2007

Comprend dossiers « réseaux des bâtiments », « mur et rampe d'accès demi-lune », « logements de fonction », « serres et jardin fleuriste », « réseau d'arrosage », « portail de la rue de Pontoise », « diagnostic parasitaire », « scellement des gardes-corps du Rond-Royal », « garde-corps de la Grande Terrasse ».

Voir aussi Dossier entretien par site « Rond-Point Demi-lune » (2016002/22).

Les pièces concernant les réseaux des bâtiments sont non communicables pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/16

2008

Comprend dossiers « grille Detaille », « grille Henri IV », « le mur de soutènement », « les carrières ».

2016002/17

2009

Comprend dossiers « mur de la Petite Terrasse et du Grand-Rond point », « mur de la demi-lune », « aménagement des locaux de conservation », « peinture revêtement des sols », « grilles Detaille et des Loges ».

2016002/18

2010

Comprend dossier « entretien château ».

2016002/19 - 2016002/22

Sites

1972-2009

Classement topographique.

Dossiers constitués par le producteur lorsque l'affaire a dépassé les budgets annuels réservés aux travaux d'entretien et a engendré une grande production documentaire.

2016002/19

Grilles et rampe de la Terrasse

1972-1978

Correspondance.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/20

Petit bassin et fontaines

1995-1999

Correspondance, documents comptables, plans électriques, contrat d'entretien.

Les pièces concernant le petit bassin sont non communicables pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/21

Nettoyage des locaux

2002-2005

Correspondance, documents comptables, contrats.

2016002/22

Rond-point demi-lune

2007-2009

Correspondance, certificat de réception des travaux, comptes rendus, bilans, ordres de service, pièces de marchés, plans, tirages photographiques, documents comptables, cahier des charges.

Voir aussi dossier entretien 2007 (2016002/15).

2016002/23 - 2016002/90

Gros œuvre sur le bâti

1940-2010

Classement topographique.

2016002/23 – 2016002/27

La Terrasse

1979-2010

2016002/23 – 2016002/24

« *Restauration de la Terrasse* »

1993-2000

Rassemble les pièces préparatoires au projet.

Un grand projet de restauration de la Terrasse a été entrepris dans les années 1980. Il s'organise en plusieurs séquences :

- séquence 1 : la mise en sécurité des carrières et des sous-sols ;
- séquence 2 : la restauration du mur de clôture ;
- séquence 3 : la restauration du mur de soutènement ;
- séquence 4 : l'aménagement des surfaces ;
- séquence 5 : le dégagement et la mise en valeur des abords ;
- séquence 6 : la balustrade de la Terrasse.

Les séquences 1 (2016002/44-46), 2 -2016002/42-43), et 3 (2016002/28-41) sont classées au même niveau de description pour des raisons de besoins fréquents par l'établissement et pour une meilleure lisibilité du gros œuvre sur le bâti.

La séquence 4 concerne l'aménagement paysager des surfaces, elle est classée dans « Travaux dans les jardins » (2016002/95).

La séquence 5 regroupe des travaux paysagers et les opérations d'acquisition des parcelles sous la Terrasse. Les dossiers sont classés respectivement dans « Travaux dans les jardins » (2016002/91) et dans « Gestion immobilière du Domaine » (2016002/134-143).

La séquence 6 est classée dans la série « La Terrasse » (2016002/25).

2016002/23

Dossier général

1993-1997

Pièces de marché (1996), dossiers de présentation du projet architectural (1995-1996), tirages photographiques, plans, études (1995,1997), proposition technique et financière (1995), planning général, correspondance, coupure de presse.

L'étude SETEC TPI (1997-1998) est non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création du document.

2016002/24

Albums

1999-2000

Deux pièces.

Tirages photographiques.

2016002/25

Balustrade et garde-corps

1979-2009

Comprend dossiers « restaurations (1979-1980, 2003-2004) », « travaux de peinture » (2008-2009), « reprise du sol » (2000).

Correspondance, pièces comptables, tirages photographiques, plans, pièces de marchés, compte rendu.

2016002/26

« Confortation du mur de la Petite Terrasse »

1988

Rapport d'architecte, pièces de marché, documents comptables.

2016002/27

« Restauration de la Petite Terrasse et du Grand Rond-Point »

1988-2009

Dossier général (2002-2008) : correspondance, plans, tirages photographiques, programme.

Reconnaissance archéologique (2005-2007) : rapports de l'INRAP, convention, correspondance.

Évacuation des terres de remblais (2006-2007) : DCE, pièces de marché, ordre de service, certificat de réception des travaux, correspondance.

Mur (1988-2009) : correspondance, lettre de commande, compte rendu, tirages photographiques.

Étude à la restauration (2001-2008) : pièces de marché, comptes rendus, études préalables, correspondance.

Travaux de restauration (2008) : pièces de marché.

2016002/28 - 2016002/41

Mur de soutènement

1979-2009

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

En 1996 est engagée une longue période de travaux de restauration du mur de soutènement de la Terrasse de Le Nôtre. Elle se décline en quatre phases (les dates correspondent au calendrier des travaux prévus initialement en 1997) :

- tranche 1 (1997) : mur de la Petite Terrasse au Rosarium ;
- tranche 2 (1998) : mur du début de la Grande Terrasse à la tranche n°38 ;
- tranche 3 (1999) : mur de la tranche n°38 à n°48 ;
- tranche 4 (2007-2008) : mur du Rond-Point Royal.

La tempête de 1999 a causé de très gros dégâts dans le Domaine, et le mur de soutènement est particulièrement touché. Les archives relatives à cet épisode ont été classées dans l'article dédié auquel il faut se référer. Néanmoins, de nombreuses restaurations ponctuelles sont menées sans que nous puissions savoir si elles ont été la conséquence de la tempête. Les documents s'y référants ont été classés dans les tranches correspondantes. C'est également la raison de la grande volumétrie d'archives conservées pour la deuxième phase des travaux.

Non communicable pendant 50 ans à la date du document.

Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-24).

Voir aussi « Tempête de 1999 » (2016002/128-131).

Voir aussi « Réorganisation des locaux de dépendances » (2016002/55).

2016002/28

Dossier général commun à toutes les tranches

1996-2003

Correspondance, PAT (1996), étude préalable (s.d.), lettre de commande pour une étude sur la caractérisation des pierres altérées (1996), reportage photographique de la porte du Belloy à la cote 1200 (s.d.), comptes rendus. Plan général de coordination (2003).

2016002/29

Tranche expérimentale

1996

PAT, correspondance.

2016002/30 - 2016002/32

Première tranche : de la Petite Terrasse au Rosarium

1996-2008

2016002/30

Lot 1

1996-2008

PAT (1996-1997), plans, avant-métré (1996), rapport de présentation (1996), plan général de coordination (1997), pièces de marchés (1998-1999), correspondance (1998-2001), déclaration de travaux (1999), comptes rendus, ordre de service. Garantie décennale (2004). Dossier de révision technique (2008).

2016002/31

Lot 2

1999

Plans.

2016002/32

Lot 3

1998-2002

DDOE.

2016002/33 - 2016002/36

Deuxième tranche : de la Rotonde à la travée numéro 38

1999-2007

2016002/33

Lot 1

1999-2007

Correspondance, note pour la poursuite des travaux (1999, 2006), note de présentation, plans, pièces comptables, pièces de marché, note pour le DDOE (2002), dossiers d'interventions ultérieures d'ouvrages (2007, 2009), comptes rendus, mains courantes (2005), planning des travaux, mémoires justificatifs et techniques, ordres de service, déclaration de travaux, plan général de coordination, lettres de commande, procès-verbaux de réception des travaux. Études spécifiques : « Recherche de vestiges par méthode non destructive » du Rosarium au Rond-Royal (2001), « Diagnostic sanitaire des travaux pour mise en sécurité du mur » (2005).

2016002/34

Lot 2

2002-2003

PAT travée 1 à 6 + Rond-Royal (2002), PAT de 1997 mis à jour (2003), correspondance.

2016002/35

Lot 3

2004-2006

Pièces de marchés.

2016002/36

Lot 4

2001-2006

Tirages photographiques, reportage photographique, correspondance.

2016002/37 - 2016002/38

Troisième tranche : de la travée numéro 38 à la travée numéro 48

2003-2008

2016002/37

Lot 1

	2007-2008
Correspondance, plans et relevés, pièces de marchés, comptes rendus, procès-verbal de réception des travaux.	
2016002/38	
Lot 2	
	2003-2007
Tirages photographiques.	
2016002/39	
Quatrième tranche : Rond-point Royal	
	2007-2008
Correspondance, PAT, pièces de marchés, plans, tirages photographiques.	
2016002/40	
Dossier documentaire des ouvrages exécutés [DDOE]	
	2009
2016002/41	
« <i>Mur des Terrasses de la Porte du Belloy à la cote 680 environ</i> »	
	1993
Lettre de commande.	
2016002/42 - 2016002/43	
Mur de clôture	
	1993-1998
Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.	
Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-24).	
2016002/42	
Lot 1	
	1973-1998
Comprend dossiers des interventions de 1973-1975 et de 1993-1994.	
Correspondance, pièces de marchés, PAT, étude préalable, comptes rendus, bilans et rapports de chantier, procès-verbal d'infraction, lettres de commande, ordres de service.	
2016002/43	
Lot 2	
	1997
Attachements figurés : plans, relevés, tirages photographiques.	
Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.	
2016002/44 - 2016002/46	
Mise en sécurité des carrières	
	1987-2010
Dossiers relatifs aux carrières de la Grande Terrasse : Pinton, du Puits, Anadone et Lanier.	
Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.	
Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-2016002/24) et « Carrière de Pinton » (2016002/83).	
Autre IR : deux CD-ROM « mai 2006 grande terrasse de Saint-Germain-en-Laye carrières documentation techniques SCETAUTOROUTE et reportage », « Projet de travaux envisagés pour mettre en sécurité les carrières établi par la société Sémofi » (2009).	
2016002/44	
Dossier général	
	1997-2010
Comprend correspondance spécifique « Effondrement » (1997), « Recherche de l'acte de propriété de la carrière Anadone » (1999).	
Correspondance (1997-2010).	

Rapport de présentation sur l'intégrité de la Terrasse (1989).
Reportage photographique et tirages photographiques (1997).
Plans, plans topographiques et relevés altimétriques des anomalies gravimétriques (1997-2001).

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/45

Études

1987-1999

Correspondance et bilan sur les études réalisées.

Avants-projets, études préliminaires, rapport d'étude (1998-1999).

Études spécifiques : SIMECSOL (1987), géologique (1995), reconnaissance des carrières et ouvrages souterrains (1997), reconnaissance et traitement des anomalies gravimétriques (1997).

Recherches conduites hydrauliques (1998).

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/46

Lancement et suivi du chantier

1995-2010

Lettres de commande (1995-1996), pièces de marchés (1997, 2007-2008), principes généraux des travaux (2008-2009), demande d'autorisation des travaux (2009), DCE (2010), comptes rendus (1997-2009).

2016002/47 - 2016002/52

Grilles

1972-2002

2016002/47

Grilles Place du Château et côté rue de Pontoise

1972

Rapport d'architecte, documents comptables.

2016002/48

Grilles des Loges

1973-2002

Rassemble l'ensemble des trois interventions de restauration des grilles.

Correspondance, pièces de marchés, PAT, plans, certificats d'exécution travaux, autorisation de travaux, rapports d'architectes, devis descriptifs, programme des travaux.

2016002/49

Grilles du Boulingrin, du Rond-Royal, du Belloy, des Portes Dauphine et des escaliers Louis XIV et Henri IV

1993-1995

Correspondance, comptes rendus, ordres de services, lettres de commande, certificats réception travaux, pièces de marchés, PAT.

2016002/50

Création d'un portillon dans la clôture du pavillon du Boulingrin

1995

Correspondance, procès-verbal de la commission des EP, déclaration des travaux, note, plans.

2016002/51 - 2016002/52

Grilles Médicis, des Loges et du Château

1994-1998

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

2016002/51

Lot 1

1994-1998

Plans, correspondance, procès-verbaux (contentieux, état des lieux avant travaux, réception travaux), comptes rendus, PPSPS [Plan particulier de sécurité et de protection de la santé], ordres de services, lettres de commande, note de synthèse, planning des travaux, avant-métré, note préalable.

2016002/52

Lot 2

1994-1998

PAT, pièces de marchés, procès-verbal de la commission d'ouverture des plis, avenants.

2016002/53

Restauration des façades rue de Pontoise

1940-1998

Correspondance, plans (1940-1964), proposition d'enseigne de façade, étude préalable (1994), avis de la commission, déclaration des travaux (1994-1995), PAT (1995), DCE (1995), pièces de marché (1995), lettres de commande, ordres de service, comptes rendus, DDOE (1998).

Les plans sont non communicables au titre de la sûreté du Domaine.

Le DDOE est non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création du document.

2016002/54

Les serres

1944-1988

Comprend dossiers « Réfection de la verrière de la grande serre » (1988), « Réfection toiture » (1986). Plans (1944-1973), rapports d'architecte, documents comptables.

2016002/55

Logements de fonction

1969-1979

Comprend dossiers sur le mur de soutènement de la Terrasse, « Réorganisation des locaux de dépendances » (1969).

Rapports d'architecte, documents comptables, correspondance, plans, pièces de marchés.

Voir aussi « Mur de soutènement » (2016002/28-41).

2016002/56

Réseau d'arrosage

1970-2007

Comprend dossier « Remise en état du réseau d'arrosage (1ere tranche) et création d'un sanitaire public dans le parc » (1970) et « Réseau d'arrosage dans le Jardin Anglais » (2007).

Comptes rendus, documents comptables, plans, rapport d'architecte.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

Voir aussi « Jardin Anglais » (2016002/97-100) et « Sanitaires publics » (2016002/59).

2016002/57

Avenue des Loges

1973-1975

Comprend dossier « Protection du site de l'avenue des Loges » (1973).

Correspondance, pièces de marchés.

2016002/58

Pavillon de la Muette

1985-1998

Correspondance, rapport de présentation, avant-projet sommaire, tirages photographiques.

2016002/59

Sanitaires publics

1988-2000
Comprend dossier « Alimentation électrique du poste de surveillance et des sanitaires publics » (1988-1989).

Rapports d'architecte, documents comptables, plans, manifeste pour la restauration des toilettes du parc (1999), correspondance.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

Voir aussi « Réseau d'arrosage » (2016002/56).

2016002/60 - 2016002/64

Les bassins

1980-2007

2016002/60 – 2016002/63

Restitution des bassins et restauration des parterres

1980-2007

2016002/60

Développement du projet

1980-2006

Concernes également les parterres.

Correspondance, revue de presse, lettres de commande, avis de la commission des études et PAT, comptes rendus de réunion du comité de suivi du projet (1999), étude historique (1988), note et études préalables (1993, 1995, 2000-2005, 2007), rapport technique sur les structures en béton (1999), avant-projet sommaire pour les travaux hydrauliques (2002-2003), PAT (2005), autorisation des travaux (2006), DCE (2006), plans dont un plan des parterres (1980).

Les pièces concernant le PAT, les études préalables, l'APS et les plans sont non communicables pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/61

Relations avec la RATP

1994-2000

Correspondance, lettre de commande, autorisations d'occupation et de travaux, avis de la commission des études, plans.

2016002/62

Installation d'une sculpture réalisée par Anne et Patrick Poirier

1998-2007

Correspondance, rapport de présentation, lettre de commande, études, notes administratives, tirages photographiques.

2016002/63

Projet de mécénat

2005-2007

Correspondance, étude préalable, DCE, déclaration des travaux, documents comptables.

2016002/64

« Équipement hydraulique et électrique du bassin ouest »

1988-1989

DCE.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/65 - 2016002/67

Service jardins

1971-2010

2016002/65 - 2016002/66

Base de vie

1992-2010

2016002/65

Réhabilitation du jardin fleuriste

1992-2010

Correspondance, comptes rendus, plans, rapport sur les jardins fleuristes (1994), analyse des besoins, cahier des charges, diagnostic et scénarii (2003), fiches projet, pré-programmes (2003, 2005), programmes (2001, 2003, 2005, 2006), contrat à maîtrise d'ouvrage (2008), pièces de marchés (2006-2010), études énergétiques (2007), étude géotechnique (2009), rapport d'analyse des systèmes d'assainissement (2010).

2016002/66

Locaux provisoires

2008-2010

Correspondance, comptes rendus, plans, programme, DCE, pièces de marché, rapports de présentation, avant-projet sommaire.

2016002/67

Autres travaux

1971-1992

Comprend dossiers « Réfection de cour et aire de stockage de terreau » (1971), « Abris tracteur » (1988), « Installation de distribution du carburant » (1988), « Amélioration des conditions de travail et d'entretien » (1992).

Rapports d'architecte, documents comptables.

2016002/68

Concessions

1994-2004

Comprend dossier « Kiosque du Rosarium » et « Concession Monsieur Fernandez ».

Étude préalable, cahier des charges, DCE, déclaration des travaux, avis de la commission, correspondance.

2016002/69

Parking rue Thiers

1996

Correspondance.

2016002/70

Aires de jeux

1997-2008

Comprend dossiers « Aménagement d'une aire de jeux pour les enfants dans le pré-creux » (2005-2007) et « Aire de jeux dans le quinconce ouest » (1997)

PAT, correspondance, bon de commande.

2016002/71 - 2016002/90

Les abords

1963-2006

2016002/71 - 2016002/73

Gare de Saint-Germain-en-Laye

1963-1974

2016002/71

Construction du complexe RER

1963-1978

Comprend dossiers « Aménagement de la place du château » (1971), « Remblaiement de l'ancienne tranchée SNCF » (1977-1978).

Rapports d'architecte, devis descriptifs, plans, correspondance, coupures de presse, notes manuscrites, comptes rendus, contrats pour des études, rapports d'architecte, étude des sols, notices techniques.

2016002/72

Parking RER et gare routière	1966-1978
Correspondance, coupures de presse, cahier des charges pour concours technique, plan des canalisations souterraines, comptes rendus, note sur les problèmes du projet, études, cahiers de prescriptions techniques et sécuritaires. Voir aussi « <i>Parking de Saint-Germain</i> » (2016002/73).	
2016002/73	
Aménagement du plateau des colonies	1970-1974
Plans.	
2016002/74 - 2016002/76	
Parkings	1963-2007
2016002/74	
« <i>Parking de Saint-Germain</i> »	1963-1972
Correspondance, pièces comptables, plans, études, comptes rendus. Voir aussi « Parking RER et gare routière » (2016002/72).	
2016002/75	
« <i>Parking Vinci</i> »	2002-2003
Étude préalable.	
2016002/76	
« <i>Parking des Loges</i> »	2003-2007
Correspondance, comptes rendus, coupures de presse, étude de faisabilité, plans.	
2016002/77 - 2016002/84	
Autoroute A14	1965-1996
2016002/77	
Dossier général	1965-1995
Correspondance, greffes, décisions, procès-verbal, communiqués, panneaux d'informations, publications, coupures de presse, tracts, mémoire de géographie.	
2016002/78	
Comité de suivi	1990-1996
Correspondance, rapports, comptes rendus.	
2016002/79	
Lancement et suivi du projet	1966-1993
Plan général, avis, rapports et études spécifiques, avants-projets, rapports de présentation, note, ordres de service, tirages photographiques et photomontages.	
2016002/80	
Plans	1968
Plans relatifs au viaduc, carrières, château du Val, commune de Montesson, panorama de la Terrasse.	

2016002/81

Aménagement paysager et architectural de la Terrasse, de la Porte de Chambourcy et de la Maison de Fer

1988-1994

Correspondance, études architecturales et historiques.

Voir « Carrière de Pinton » (2016002/83) et « Commune de Mesnil-le-Roi » (2016002/84).

2016002/82

Aménagement de la Forêt de Saint-Germain

1969-1991

Correspondance, comptes rendus, plans.

2016002/83

Carrière de Pinton

1990-1993

Correspondance, plans, études.

Voir « Aménagement paysager et architectural de la Terrasse, de la Porte de Chambourcy et de la Maison de Fer » (2016002/81) et « Mise en sécurité des carrières » (2016002/44 – 2016002/46).

2016002/84

Commune de Mesnil-le-Roi

1969-1994

Correspondance, plans, avant-projet définitif, tirages photographiques, études paysagères.

Les documents concernent les expropriations, tunnels et viaducs, protection du panorama de la Grande Terrasse et le Parc paysager.

Voir « Aménagement paysager et architectural de la Terrasse, de la Porte de Chambourcy et de la Maison de Fer » (2016002/81).

2016002/85

Centrale téléphonique

1976-1979

Correspondance, étude, plans, pièces de marché.

2016002/86 - 2016002/88

Bâtiment archives RATP

1992-2003

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

2016002/86

Lot 1

1992-2003

Correspondance, dossiers de présentation, plans, déclaration d'occupation d'un domaine de l'État, avant-projet sommaire et définitif, études (1994, 2000).

2016002/87

Lot 2

1996

Dossier du permis de construire.

2016002/88

Lot 3

1998

DCE.

2016002/89

La rampe des grottes et les restes du Château-Neuf

1983-2006

Comprend dossier « Étude pour la restauration du Pavillon Henri IV » (2005), et un ensemble de rapports historiques sur le Château-Neuf et Pavillon Henri IV (1983-1986).

Correspondance, tirages photographiques, plans, rapports de présentation (1999, 2003), rapport sur les travaux de strict entretien (1999, 2000), études historiques (2002-2003), étude préalable (2004), supports de communication (2006).

Autre IR : un CD-ROM « Rampe des grottes SGL. Étude préalable Oudin ».

2016002/90

Aménagement de la Place Detaille

1994

Correspondance, plans, rapport de présentation.

Correspondance non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents au titre de la protection de la vie privée.

2016002/91 - 2016002/110

Travaux dans les jardins

1954-2009

Voir aussi « Tempête 1999 » (2016002/130-131).

2016002/91 - 2016002/94

La Terrasse

1970-2001

2016002/91

« *Dégagement et mise en valeur des abords de la Terrasse* » : travaux paysagers

1973-1997

Comprend dossier « Aménagement et remise en état des abords de la Terrasse » (1973-1975).

Rapports d'architecte, devis descriptifs.

Correspondance, comptes rendus, lettres de commande, procès-verbal commission ouverture des plis, pièces de marchés, avant-projet, pré-esquisse, correspondance, plans cadastraux.

Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-24).

Voir aussi Gestion immobilière, « Dégagement et mise en valeur des abords de la Terrasse : acquisition des parcelles » (2016002/134-143).

2016002/92

Élagage et débroussaillage

1970-1999

Comprend dossier « Affaire de l'élagage des tilleuls » (1992).

PAT (1993), correspondance, compte rendu de réunion de chantier, coupures de presse, rapports, lettres de commande, ordres de service, pièces de marché, documents comptables, rapport d'architecte.

Correspondance non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents au titre de la protection de la vie privée.

2016002/93

Études

1997-2001

Comprend dossiers « Étude d'un boisement » (1997-1998), « Caractérisation de l'état hydrique du sol de plantation par contrôle tensiométrique » (2001).

Correspondance, lettre de commande, plan de gestion, études, rapports de synthèse.

2016002/94

« *Replantation de l'alignement d'arbres de la Grande Terrasse* »

1998-2001

Étude préalable, PAT, pièces de marché, état des lieux avant travaux, comptes rendus, ordres de service, signalétique du chantier, mémoires, déclaration travaux, DDOE, plans, correspondance.

2016002/95

Aménagement de surface

1998-2000

Correspondance, étude historique, contrat d'étude préalable, étude « *Restauration des aménagements de surface du Parterre sud, de la Petite Terrasse, du Rosarium et de la Grande Terrasse* », note de synthèse.

Rapport de « *recherches archéologiques préalables aux travaux de restauration des murets et sols de la terrasse, du jardin et de l'allée dauphine et du grand rond Le Nôtre* » (1999-2000).

Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-24).

2016002/96

Jardin de la Dauphine

1993-2006

Concernes aussi les allées François Ier et Louis XIV, et le Grand parterre des Loges.

Comprend dossiers « Restauration 1995 » et « Restauration 2006-2008 ».

« *Étude préliminaire générale et étude préalable à la restauration du jardin de la Dauphine et des allées François Ier et Louis XIV* » (1993).

Rapport de synthèse (1994). Note de synthèse (1995).

Étude préalable (1994), note (1999), correspondance (1995-1998).

PAT (1998).

Dossier de consultation (1998-1999) : correspondance, procès-verbal de la commission d'ouverture des plis, pièces de marché.

Suivi du chantier pour la replantation du quinconce ouest (1999) : ordre de service, comptes rendus, correspondance, déclarations des travaux.

Documents figurés : plans, tirages photographiques.

2016002/97 – 2016002/100

Jardin anglais

1995-2009

Voir aussi « Réseau d'arrosage » (2016002/56).

2016002/97

Études

1995-2002

Étude historique et archéologique GRAHAL (1996), étude historique et architecturale (1998), étude phytosanitaire des arbres (1996), étude de quarante arbres (2002), inventaires du patrimoine arboré (1999-2000), étude des sols. Étude paysagère par Madame PHIQUEPAL pour le lancement du projet Chantier-École (1999-2000).

2016002/98

Chantier-école

1998-2008

Comprend dossiers « Allée du Monument aux Morts » (1999), « Abattage, élagage, taille (1999), « Plantations » (1999-2000), « Opérations tempête 1999 » (2000), « Restauration de la serpentine forestière Secteur C » (2008).

Études paysagères par Madame PHIQUEPAL du cabinet PARAGES (1999-2000).

Correspondance (1998-2002), comptes rendus (1999-2000), lettres de commande (1998-2000), CCTP, listes, notes manuscrites, documents comptables, rapport.

2016002/99

Réfections des réseaux et des allées

2004-2009

Correspondance, étude par le service jardin, pièces de marché, rapports d'analyse des offres, avant-projet, plans, lettres de commande, comptes rendus, documents comptables, plan de gestion des travaux.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

Voir aussi « Étude sur les réseaux » (2016002/114).

2016002/100

Restauration de l'Allée noire	2001
Correspondance, plans, PAT, lettres de commande, ordres de service.	
2016002/101 - 2016002/102	
Allée Louis XIV	1993-2001
2016002/101	
Travaux de restauration	1993-2001
Étude préalable (1993), étude spécifique (1993), PAT (1994), plans. Pièces de marchés (1994-1995) relatives aux travaux de terrassement, pierre de taille, sculpture, abatage d'arbres. Suivi du chantier (1994-1997) : lettres de commande, ordres de services, signalétique du chantier, certificats de réception des travaux, comptes rendus. Correspondance (1994-1997) dont une correspondance spécifique aux marchés publics.	
2016002/102	
Entretien des arbres	1997-2001
Comprend dossiers « Les marronniers » (2000-2001), « Taille des arbres » (1997). Correspondance, rapports, comptes rendus, ordres de service, documents comptables, cahier des charges.	
2016002/103	
Allée François Ier et travaux d'abattage	1995-2000
Étude préalable (1995), PAT (1995), plans (1995), procès-verbal commission ouverture des plis, pièces de marché (1995), déclaration des travaux (1995). Suivi du chantier (1995-1997) : correspondance, comptes rendus, ordres de services, lettres de commande, pièces comptables, rapport sur les conséquences des travaux. Plan de récolement « <i>arrosage, drainage, nivellement</i> » (1996).	
2016002/104	
Allée biaisée	1996-2001
PAT (1996), règlement de consultation, procès-verbal de la commission d'ouverture des plis, correspondance, pièces de marché (2000), autorisation des travaux, lettres de commande, ordre de service, comptes rendus. DDOE (2001). Fiche technique de la grave calcaire, plans.	
2016002/105	
Autres allées	1969-2000
Correspondance, documents comptables, lettre de commande, rapport d'architecte.	
2016002/106	
« <i>Reprise d'allées, réfection du jardin de la Conservation et de fourniture de chamotte</i> »	2004
Correspondance, DCE, pièces de marché.	
2016002/107	
Les plantations	1954-2003

Comprend dossiers « Plantations clôture RER » (1971-1972), « Plantation avenue des Loges » (1973-1974), « Plantations 37, place Édouard Detaille » (1993), et renseignements généraux sur les plantations (1954-2003).

Correspondance, plans, rapports d'architecte, pièces de marchés, documents comptables, listes. Plan de récolement (2001).

2016002/108

Régénération des arbres

1986-1988

Comprend dossiers « Rond-point de Pontoise » et « Allée Henri IV ».

Correspondance, plans, rapports d'architecte, pièces de marchés, documents comptables.

2016002/109

Opérations d'élagage et d'abattage

1975-1997

Comprend dossier « Abattage d'ormes » (1975).

Rapport d'architecte, devis descriptif, pièces de marché.

Correspondance, comptes rendus, lettres de commande, plans, CCTP.

2016002/110

Taille et alignements

1990-2001

Correspondance, DCE, documents comptables.

2016002/111 -2016002/113

Mobilier et matériel de jardin

1994-2006

2016002/111

Bancs

1978-2006

Comprend dossier « Pose de bancs dans le Jardin anglais » (1978).

Rapport d'architecte, devis descriptifs.

Correspondance, plans, PAT, procès-verbaux commission d'ouverture des plis, pièces de marché, déclaration des travaux, lettres de commande, ordre de service, comptes rendus, réception des travaux, DDOE, documents comptables, plans.

2016002/112

Outils anciens

1995

Bilan.

2016002/113

Table d'orientation

1995-2006

Correspondance, tirages photographiques.

2016002/114 - 2016002/127

Études

1903-2009

2016002/114

Réseaux

1903-2009

Comprend dossiers « Étude hydraulique » (2009), « Étude des réseaux par la société SETEC TPI » (1998), « Diagnostic des réseaux » (1994-1995), « Étude des réseaux d'eau potable » (1995).

Comprend un plan sur calque « branchement d'égout Place du Château prenant les eaux du ruisseau à l'entrée du Parterre » du 14 août 1903.

Études, contrat d'étude préalable non signé, correspondance, lettres de commande, plans.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

Voir aussi « Réfection s des réseaux et des allées du Jardin anglais » (2016002/99).

2016002/115

« *Étude prospective* » du Domaine par Louis Blanchet

s.d.

Note de synthèse, étude préalable.

2016002/116

Problèmes d'urbanisme aux abords du Domaine

1960-1973

Correspondance, plans.

2016002/117

Protection de la Grande Terrasse

1961-1973

Correspondance, plans, règlement d'urbanisme, étude « Protection et aménagement du panorama de la Grande Terrasse ».

2016002/118

« *Domaine de Saint-Germain-en-Laye. T. I Texte* » (GRAHAL)

1989-1990

Étude historique et archéologique.

2016002/119

« *Étude historique et analytique générale* » du Domaine par Bernard Voinchet

1993

Correspondance, avis de la commission des études préalables et de l'architecte général des Monuments historiques, lettre de commande.

2016002/120

Recherche d'un système de drainage sur les Terrasses

1993

Correspondance, plan, lettre de commande, documents comptables.

Non communicable pendant 50 ans à partir de la date de création des documents.

2016002/121

« *La Petite et la Grande Terrasses, les Quinconces, les allées François Ier et Henri IV* » (GRAHAL)

1994

Étude historique et archéologique.

2016002/122

Concessions

1995-2001

Comprend dossiers « Restauration et amélioration des concessions » (1995-1996) et « Étude relative aux différentes concessions » (2001).

Étude, correspondance, lettre de commande, avis de l'inspection générale, avis de la commission des études préalables.

2016002/123

Analyse des structures optiques de la Grande Terrasse

1997-2000

Rapports.

2016002/124

Découverte archéologique sous la Grande Terrasse

2001

Correspondance, relevé topographique, étude vestiges en sous-sol.

2016002/125

Études pour l'entretien

2001-2007

Diagnostic état parasitaire (2007).

Diagnostic agro-pédologique et propositions techniques d'amélioration des sols de plantation (2006).

Caractérisation de l'état hydrique du sol de plantation par contrôle tensiométrique (2001).

2016002/126

Traces d'amiante et de plomb

2003-2006

Lieux concernés : 37, rue de Pontoise et 37, place Édouard Detaille (bureaux de la conservation et logements) ; 37, 37 bis, 37 ter, rue de Pontoise (parties communes et logements) ; 28, rue de Pontoise (pavillon R+1, sous-sol, dépendance) ; 10, avenue de Le Nôtre (pavillon R+1, sous-sol, dépendance). Parc grille Dauphine (serres, poste de surveillance, sanitaires publics).

Correspondance, dossier technique, repérage avant-travaux.

2016002/127

« Restauration générale du parc »

2006-2009

Études (2006, 2007, 2009), analyse technique environnementale et esquisse d'un plan de gestion paysage (2009), comptes rendus, correspondance, plans

2016002/128 - 2016002/131

Tempête de 1999

1990-2003

2016002/128

« Comité après tempête »

1990-2001

Comprend procédure de réhabilitation en cas de tempête (1990)

Correspondance, comptes rendus.

2016002/129

Mur de soutènement de la Terrasse

1999-2002

Correspondance, PAT.

Voir aussi « Mur de soutènement » (2016002/28-41).

2016002/130 – 2016002/131

Interventions dans les jardins

1999-2003

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

2016002/130

Lot 1

1999-2001

Comprend dossier « Quinconces est » (2000).

États des lieux des sinistres, procédures d'interventions, plans, correspondance générale, affiches, PAT.

2016002/131

Lot 2

2000-2003

Pièces de marché, déclarations et bon de commande des travaux, comptes rendus de chantier, rapports d'incidents chantier, documents préparatoires aux réunions, certificats de réception des travaux, DDOE.

2016002/132

Suivi général des travaux

1978-2008

Ce dossier constitué par l'ACMH a été conservé comme tel.

Ordres de services, certificats de réceptions des travaux, notes, correspondance, comptes rendus

Donne un aperçu de l'ensemble des travaux d'entretien et gros œuvre. Certifie l'exécution des travaux et la fin de chaque affaire.

2016002/133

Eclairage public

1971-1973

Plans.

2016002/134

Centre d'animation

1969

Un plan de masse.

2016002/135 - 2016002/147

Gestion immobilière

1957-2009

2016002/135

Etat des propriétés

1955-2006

Comprend dossier « Relevé des bâtiments du Domaine » (2006).

Correspondance, relevés chiffrés topographiques, plans, tableaux des surfaces.

Non communicable au titre de la sûreté du Domaine.

Voir aussi « Entretien 2006 » (2016002/14).

2016002/136 – 2016002/146

« *Dégagement et mise en valeur de la Terrasse* » : acquisition des parcelles

1968-2009

Voir aussi « Restauration de la Terrasse » (2016002/23-24).

Voir aussi Travaux dans les jardins, « *Dégagement et mise en valeur de la Terrasse : travaux paysagers* » (2016002/91).

2016002/136

Dossier de présentation

1974-2009

Correspondance, avis du Domaine, tableaux d'acquisition, programme d'acquisition. documents figurés.

2016002/137

Documents figurés

1937-1986

Comprend dossier « Relevé terrains sans maître ».

Plans.

2016002/138

Minutier chronologique

1968-1991

Correspondance.

2016002/139 – 2016002/142

Parcelles sur le territoire du Pecq

1980-1998

2016002/139

Dossier général

1980-1995

Correspondance, documents figurés, état parcellaire.

2016002/140 – 2016002/142

Acquisitions

1980-1998

Actes de vente, correspondance, plans.

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

2016002/140

Lot 1

1980-1998

2016002/141

Lot 2

1980-1998

2016002/142

Lot 3

1980-1998

2016002/143 – 2016002/146

Parcelles sur le territoire de Mesnil-le-Roi

1975-2008

2016002/143

Dossier général

1995-1999

Correspondance, état parcellaire, plans.

2016002/144 - 2016002/146

Acquisitions

1975-2008

Actes de vente, correspondance, plans.

Classement : les pièces rassemblées dans les lots sont distribuées d'une part en fonction des différents phasages des travaux, et d'autre part pour des raisons de conservation.

2016002/144

Lot 1

1975-2008

Comprend dossier « Affaire Pernin » (1997).

2016002/145

Lot 2

1975-2008

2016002/146

Lot 3

1975-2008

2016002/147– 2016002/150

Concessions

1970-2000

2016002/147

Fonctionnement

1998

Correspondance, fiches de procédures, états des lieux.

2016002/148

Concessions d'utilité publique : occupation

2000

Correspondance, contrat.

Comprend dossier « Chemin de randonnée sous la Terrasse » (2000).

2016002/149

Concessions commerciales

1984-2000

Comprend dossiers « Kiosque Grille Dauphine (Patrick Vissouarn) » (1997), « Promenade à Poney (Patrick Harlay) » (1984-2000).

Correspondance, contrats.

2016002/150

Concessions dans la forêt domaniale de Saint-Germain

1970-1981

Correspondance